

Direction Unique Prévention Police Municipale
Libertés publiques et pouvoirs de police

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

Ville de Givors
ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°AR2022_266

OBJET : ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE MISE EN SÉCURITÉ DE 2 BÂTIMENTS, RUE JEAN-MARIE IMBERT À GIVORS.

Le maire de Givors,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 ;

Vu l'arrêté n° AR2022_265 en date du 11 avril 2022

Vu l'incendie survenu le 10 avril 2022 sur les immeubles situés au n° 10, n° 12 et n° 14 de la rue Jean-Marie Imbert et occupés par :

- Madame LUDMILLA Cstillo, 12 rue Jean-Marie IMBERT (2 adultes et 2 enfants),
- Monsieur PASQUET et Madame RIVIERE, 10 rue Jean-Marie IMBERT (2 adultes, 2 enfants),

Considérant que les désordres, après contrôle, n'affectent pas le bâtiment situé aux n° 14 de la rue Jean-Marie Imbert ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° AR2022_265, en date du 11 avril 2022.

Article 2 :

Il est ordonné l'évacuation totale et immédiate des immeubles sis : 10 et 12 de la rue Jean-Marie Imbert.

À compter de ce jour, il est interdit d'accéder aux dits immeubles.

Cette interdiction est matérialisée sur place par l'affichage du présent arrêté.

Article 2 :

L'accès aux immeubles cités à l'article 1^{er} est rigoureusement interdit à toute personne, à l'exception des membres des services de secours et des personnes expressément et préalablement autorisées par l'autorité municipale à y pénétrer, notamment dans le but d'y mener des opérations d'expertise technique ou des travaux de réparation ou de démolition.

Article 3 :

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est passible de poursuites et de sanctions pénales.

Article 4 :

Le présent arrêté est porté à la connaissance des intéressés par voie d'affichage.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Givors, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur du Service Technique de la Ville de Givors et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article dernier : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le 12 avril 2022,

Mohamed BOUDJELLABA,
Le maire

Envoyé en Préfecture le :

Affiché ou notifié le :